

Introduction de La France en guerre (1954-1962) ?

(écrite avec Sylvie Thénault) in Branche et Thénault (dir.), *La France en guerre, 1954-1962. Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Autrement, 2008, 501 p.

« La vague terroriste a franchi la frontière de l'Algérie » titre *Paris-Match* début novembre 1954, alors que le Front de libération nationale (FLN) vient de réaliser une série d'attentats coordonnés en Algérie. Mais ce titre n'efface par la photo de une : une Gina Lollobrigida somptueuse, que la légende présente comme l'incarnation de la beauté italienne. Carré blanc incrusté dans la photographie de la star de cinéma, l'annonce des violences en Algérie est une tache qui perturbe l'harmonie de l'image, une irruption dans un ordonnancement préétabli. C'est aussi une manière habituelle, pour l'hebdomadaire, de construire ses unes.

Les lecteurs perçoivent-ils la singularité de la période qui s'ouvre alors ? Il est permis d'en douter quand tout, en France, demeure semblable à hier. Pendant plusieurs mois sans doute, quelques années peut-être, les événements d'Algérie présentés comme des opérations de police ne sont pas identifiés à une guerre par la majorité des Français. Les sondages témoignent d'un revirement en juillet 1956 : ils révèlent une « crise de pessimisme » et un désir de négociation. On est alors quelques mois après l'appel massif au contingent et quelques semaines à peine après l'arrivée des premiers renforts de rappelés sur le sol algérien. La situation en Algérie devient le sujet de préoccupation majeure de l'opinion métropolitaine en 1957¹. Peut-on alors en conclure qu'à cette date, les sondés se pensent en guerre ? Si une majorité d'entre eux exprime une inquiétude grandissante et une perception de plus en plus nette des caractéristiques des événements, ces sentiments s'imposent-ils durablement ? Il faut pour cela comprendre comment les métropolitains ont pris conscience du fait que la France était en guerre et quelles ont été les évolutions de cette prise de conscience. Avec une question qui demeure, toutefois : cette opinion construite par les sondages, quelle est-elle ? « Opinion métropolitaine » est-elle parfaitement synonyme d'« opinion française », les enquêteurs n'interrogeant pas ceux qui, bien qu'officiellement Français, constituèrent, jusqu'en 1958, une catégorie de citoyens à part des autres ? Les « Français musulmans » vivant en métropole étaient-ils inclus dans leurs panels ? Une enquête s'interrogeant sur l'opinion métropolitaine, au sens de ceux qui ont vécu cette guerre dans l'Hexagone, en toute logique, ne devrait pas les ignorer.

¹ Charles-Robert Ageron, « L'opinion française devant la guerre d'Algérie », *Revue Française d'Histoire d'Outre-Mer*, 63 (2), 1976, p. 256-285.

La guerre emprunte, pour entrer dans le quotidien de ses contemporains, des chemins qui peuvent paraître surprenants. C'est pourtant eux que le travail d'histoire doit s'attacher à identifier. Ainsi, en avril 1958, quelques semaines avant la Coupe du monde de football, l'équipe française se retrouve privée de certains de ses joueurs sélectionnés : ceux-ci quittent la France pour former l'équipe de football du FLN. « Le grand public des stades », commente André Fontaine quelques mois plus tard, « demeure, il faut bien le constater, beaucoup plus sensible à la disparition de Mustapha Zitouni, qu'il ne l'avait été à celle de M. Ferhat Abbas, et il avait appris, avec une stupeur qui est loin d'être dissipée, le départ des dix footballeurs algériens². » Ce commentaire, quelque peu désabusé sur la perception des événements politiques tout autant que sur la place du football dans la vie des Français – et dans celle des Algériens ? – invite non seulement à se demander comment la guerre est entrée dans le quotidien des habitants de France mais aussi comment, peu à peu, ou au contraire soudainement, elle a pesé sur leurs opinions et sur leurs manières d'appréhender la situation. C'est à cette première série d'interrogations que ce livre aimerait répondre, avec une limite restée insondable pour une recherche traquant la façon dont la guerre fut connue et vécue par ceux que leur lieu de résidence tenait éloignés du théâtre de l'affrontement entre les nationalistes du FLN/ALN et l'armée française : certains d'entre eux ne passèrent-ils pas au travers de l'événement, plongés dans d'autres préoccupations que le conflit ne bouleversa pas ?

Métropole/Algérie : deux espaces pour une même guerre ?

L'espace considéré est la France métropolitaine, cet hexagone qui fait face au territoire algérien et d'où partent directives politiques et troupes militaires, tandis que, dans l'autre sens, des migrants traversent la Méditerranée en nombre croissant pour venir travailler dans les entreprises françaises. La guerre s'y infiltre par différents canaux. Les médias bien sûr, mais aussi les lieux de travail, de loisir, d'activité politique ou militante ; les lieux de culte aussi, les espaces privés comme les espaces publics : tous reçoivent, plus ou moins atténués, des échos de ce qui se passe en Algérie. Plus largement, les affrontements pour le maintien de l'Algérie française ou l'obtention d'un statut indépendant pour une nation algérienne détachée de la nation française se développent aussi sur le territoire métropolitain qui, s'il est le réceptacle des événements d'outre-Méditerranée, est aussi un théâtre singulier d'actions, le FLN ne négligeant pas un territoire constitutif de sa 7^e wilaya : lutte avec le Mouvement national algérien (MNA), répression policière, encadrement de la main d'œuvre algérienne marquèrent l'Hexagone. Aux migrants ayant traversé la

² Article cité par Pierre Lanfranchi in « Mekloufi, un footballeur français dans la guerre d'Algérie », Actes de la Recherche en Sciences Sociales, no. 103, 1994, pp. 70-75, p. 70.

Et pourtant la France du football avait pu avec son équipe atteindre la demi-finale et se classer à la 3^e place, fin juin 1958. Sur cette histoire voir aussi, Philip Dine, « France, Algeria and sport : from colonisation to globalisation », *Modern & Contemporary France*, vol. 10, no. 4, Novembre 2002, pp. 495-505.

Méditerranée s'appliquent alors les mêmes interrogations qu'aux Français de métropole : que connurent-ils de l'action nationaliste, de la répression, de la guerre en Algérie par le biais, par exemple, de l'appel sous les drapeaux ? Que signifia la guerre pour eux que l'historiographie présente essentiellement comme les bailleurs de fonds de la lutte pour l'indépendance, un rôle certes, fondamental, mais bien passif en regard de celui de leurs compatriotes restés vivre en Algérie ? À la différence des autres habitants de métropole, toutefois, pouvaient-ils percevoir comme lointaine la guerre en cours alors même qu'elle avait pour objet leur sort collectif et leurs destins individuels, alors même que leur terre natale en était l'enjeu ? Pouvaient-ils l'ignorer, aussi, du fait de leur expérience antérieure à leur arrivée en métropole, de leurs contacts avec leurs familles et de leurs retours sur place ?

Or, alors que l'historiographie récente se focalise surtout sur l'espace algérien et en particulier sur les dimensions militaires de la guerre, la métropole est moins connue. Elle apparaît de toute façon toujours comme un espace secondaire, subissant uniquement les contrecoups, les répercussions de ce qui se déroule de l'autre côté de la Méditerranée. La représentation est alors celle d'une segmentation des espaces selon la division classique des guerres conventionnelles entre un front et un arrière : un front, lieu de combats et de mort de masse, et un arrière, supportant l'action combattante et subissant, éventuellement, les dommages collatéraux des affrontements guerriers. Cette vision suggère inévitablement une prévalence du front sur l'arrière, une plus grande valeur de l'action des militaires et une définition des événements indexés sur leurs actions, de la qualification des événements eux-mêmes à la sanction par la victoire ou la défaite. Elle a elle-même été revisitée par l'historiographie des deux conflits mondiaux qui préfère désormais réfléchir à l'arrière comme à un « front domestique », un *home front* articulé à un *combat front*. C'est bien par l'analyse du fonctionnement de l'ensemble des sociétés prises dans les guerres qu'on peut avancer dans la compréhension des enjeux des affrontements³. Dans le cas de l'Algérie, l'implication de l'ensemble des habitants dans la guerre en cours est perçue très tôt. La nature de la guerre est analysée comme n'obéissant pas à un schéma classique et les parties en présence théorisent même l'engagement de la population dans la guerre, le recours à la terreur d'État d'un côté et au terrorisme de l'autre en ayant été l'aspect le plus évident si ce n'est l'aspect principal. Cependant, ce qui est perçu pour le territoire algérien ne l'est pas pour le territoire français. En définitive, la question demeure pour les historiens : peut-on estimer qu'entre 1954 et 1962 la métropole est en guerre ?

Les auteurs de ce livre interrogent la vie des habitants de l'Hexagone pendant cette période en tentant de répondre à cette question. Délaissant une analyse des décisions politiques parisiennes déjà largement menée, se situant délibérément à côté des démarches de synthèse portant sur telle ou telle question appréhendée à l'échelle nationale⁴, l'ambition est de donner à voir ce que sont les expériences de la guerre au

³ Ainsi le travail de Benjamin Ziemann sur la Bavière : *Front und Heimat : ländliche Kriegserfahrungen im südlichen Bayern 1914-1923*, Essen : Klartext, 1997, 510 p.

⁴ Jean-Pierre Rioux (dir.), *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990.

quotidien, dans leur diversité. De fait, si l'historiographie contemporaine des opérations militaires en Algérie s'attache à parler du caractère polymorphe des actions et des expériences combattantes à tel point que l'on insiste sur l'idée qu'il y a des guerres d'Algérie, que dire des expériences des habitants de métropole ?

Que tout le monde ne vive pas les événements de la même manière est une chose banale et propre à tous les événements historiques. Cependant, ici, cette diversité est un point d'entrée pour interroger la nature de la guerre. Qu'est-ce qu'une guerre, en effet, quand les combats ont lieu sur un territoire colonial, organisé en départements français, et qu'ils engagent les appelés du contingent, venus de métropole comme d'Algérie ? Qu'est-ce qu'une guerre que les discours officiels qualifient de manières aussi diverses qu'« opérations de maintien de l'ordre », « événements » mais aussi « guerre imbécile et sans issue » (Guy Mollet)⁵ ?

En ne réduisant pas *a priori* les événements à un affrontement entre deux nations, en assumant la complexité du réel, l'approche locale a été conçue comme un moyen de saisir ces questions : ce sont des acteurs sociaux, irréductibles à leurs seules appartenances nationales – fussent-elles en évolution, que l'on y voit agir et, éventuellement, s'affronter.

L'échelle locale : pour quoi faire ?

Le département a été l'unité de travail initiale. Outre que les sources étaient essentiellement conservées dans les Archives départementales⁶, le réseau des correspondants de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) offrait une base solide pour la constitution d'une équipe réunissant des doctorants, des enseignants du secondaire et du supérieur⁷. Le découpage départemental permet d'apercevoir la mosaïque française, car si le pavage hexagonal est régulier, il est en réalité composé de pavés très variés ; la diversité l'emporte encore largement sur l'uniformité dans la France de cette époque. Mais le département est aussi apparu comme un outil pour

⁵ Sur cette expression, voici la réponse que donne Guy Mollet lui-même le 21 mai 1957 : « Une guerre, ai-je dit ? Vous savez tous, même ceux qui condamnent la politique du gouvernement, que la France ne fait pas la guerre en Algérie. Si elle menait quelque chose qui pût ressembler à une guerre, l'évolution serait, hélas ! dramatique mais plus rapide. Imbécile ? Sans aucun doute, mais je voudrais bien que, ce propos, vous ne le teniez pas uniquement à l'égard de la France, et que vous vouliez bien dire aux chefs de la rébellion, quand vous avez l'occasion de les rencontrer qu'effectivement leur guerre est imbécile. [...] Guerre sans issue, je le proclame, et j'ai eu l'occasion de le proclamer souvent ici. Dès ma déclaration d'investiture — j'ai obtenu sur elle l'approbation de l'Assemblée — j'ai dit ma conviction entière que non seulement une guerre, mais que même les efforts que nous faisons pour rétablir la sécurité en Algérie, n'amèneraient jamais par eux-mêmes à la solution définitive. » Discours disponible sur le site de l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS) : <http://www.lours.org/default.asp?pid=335>

⁶ Voir l'article d'Anne-Marie Pathé présentant les sources de cette recherche.

⁷ Il s'agit du réseau des correspondants de l'IHTP (laboratoire du CNRS), constitué en équipe de recherche « Action concertée incitative », financée par le ministère de la Recherche. Cette équipe a été animée par Raphaëlle Branche et Sylvie Thénault, à l'IHTP puis au Centre d'histoire sociale du xx^e siècle (UMR 8058). Sur une expérience précédente de travail avec le réseau des correspondants de l'IHTP : Denis Peschanski, « Une modalité de la recherche collective en histoire du très contemporain. L'enquête de réseau et les correspondants départementaux de l'IHTP », *Cahiers du centre de recherches historiques*, n°36, octobre 2005, pp.155-163.

apprécier de plus infimes diversités, présentes en son sein : il a été, dans ce cas, retenu comme cadre de travail à défaut de l'être, *in fine*, comme cadre d'analyse. Certaines études portent sur des villes spécifiques voire des quartiers ou, au contraire, sur des réseaux urbains ou des espaces mêlant villes et campagnes. L'approche locale offre alors des fragments de réel sans qu'il en ressorte un tableau exhaustif, couvrant l'ensemble du territoire puisque tel n'était pas le but. De même, pas plus qu'une cartographie nationale des expériences de la guerre, l'érudition n'était une fin en soi.

L'échelle locale, en fait, est ici mise au service d'une analyse en profondeur. Elle permet en effet de faire des zooms de qualité, ne perdant rien, à mesure que l'on agrandit la focale, de la netteté de l'image. Au contraire, c'est une épaisseur sociale qui peut apparaître ainsi, permettant à la diversité des habitants de France de s'incarner, précisément, en des hommes et des femmes identifiés. Cette échelle permet ainsi de compléter les tableaux déjà dressés de certains groupes, de certains mouvements, de certaines initiatives. Des acteurs locaux émergent et, à travers eux, à travers une meilleure connaissance de leurs actions, c'est une autre histoire qui peut s'écrire.

Quand c'est de Paris, du centre, que sont lancées des opérations médiatiques, humanitaires, ou politiques, l'étude de leur réception locale offre un contrepoint essentiel pour l'analyse de leurs effets sociaux, politiques, économiques ou culturels. Ici la province peut fonctionner comme un espace à considérer face à Paris. Mais, ce que l'étude locale révèle est une autre manière de regarder la France. Le changement d'échelles permet aussi de marginaliser Paris et de ne plus se situer par rapport à la capitale. Des similitudes et des différences entre départements apparaissent, sans que la relation à Paris soit une donnée pertinente à mobiliser. Au contraire, des sensibilités locales doivent être bien identifiées et connues pour ne pas mésinterpréter les actions repérées. La mise en regard avec d'autres situations - que permet l'organisation de l'ouvrage en cinq grandes parties - étoffe, ensuite, l'analyse et offre des schémas de compréhension qui n'oublent pas les configurations locales.

Cependant, cet intérêt du local et ce changement d'échelles sont aussi pertinents parce qu'ils permettent d'interroger le national. Simplement, ce cadre est regardé non pas comme le cadre primaire, celui qui donne forme et sens, celui dont tout part mais, bien plus souvent, comme un cadre distant, une perspective plus éloignée de la vie des habitants de France que ce que leur offre leur environnement quotidien. Dès lors, l'analyse centrée sur l'échelle locale remet les événements nationaux en perspective, jusqu'à les faire disparaître, même, parfois. Il serait naïf d'oublier le national. Simplement, sa place est interrogée et l'échelle locale permet de voir que, dans la France des années 1954-1962, elle n'est ni invariante, ni toujours indispensable. L'attention portée à d'autres espaces révèle, en particulier, d'autres chronologies et impose de nouvelles mises en contexte. En retour, cette meilleure connaissance des expériences de la guerre sur le sol français offre une nouvelle perception de l'événement.

Retrouver l'histoire de la guerre

La périodisation des années de guerre elles-mêmes n'en sort pas modifiée : stature du général de Gaulle aidant, l'avant et l'après-mai 1958 se distinguent toujours. Après le changement de République, l'image du Général devient envahissante, au point de symboliser cette seconde partie de l'histoire de la guerre en France. Par son usage des médias comme par sa pratique personnelle du pouvoir, de Gaulle s'invitait dans le quotidien des Français. Difficile d'y échapper et de ne pas le noter. Dans une histoire de la guerre en métropole appréhendée d'en bas, à la différence d'une histoire globale de la guerre intégrant ce qui se passe en terre algérienne, la césure de mai 1958 gagne en importance et ce, en raison de la reconfiguration politique rapide qu'opère le changement de République. En métropole, à partir de là, les forces politiques de droite et de gauche, les Français appelés à voter, manifester, s'exprimer, se repositionnent autour de la personnalité du Général, de sa politique algérienne et des conflits internes qu'elle entraîne.

Au-delà, le regard local invite à passer du zoom serré sur les seuls événements de la guerre à un panorama en grand angle. À la recherche du vécu et de la connaissance du conflit par les habitants de l'Hexagone, en effet, c'est toute la France d'alors que l'on rencontre. Car lorsque cette guerre arrive, elle s'installe dans une France encore très rurale, une France souffrant d'une crise du logement, une France où l'information passe encore par une presse locale morcelant les représentations à l'œuvre sur le territoire, une France où les migrants algériens, concentrés dans les zones les plus industrialisées, sont l'objet d'un traitement spécifique, avant même le déclenchement de l'insurrection. Il est ainsi moins aisé de découper la réalité pour isoler l'événement que constitue cette guerre à l'échelle locale qu'à l'échelle nationale⁸. Pendant cette période, le quotidien est marqué par bien d'autres sceaux que celui de la guerre : les mutations du monde agricole, les inventions technologiques entrant dans les domiciles, le nouveau franc pour n'en prendre que quelques exemples. Si ces transformations ont été maintenues dans le hors champ d'une recherche délibérément pensée comme prenant la guerre pour objet, les conditions économiques, sociales et politiques caractérisant alors le pays ne pouvaient être évacuées. Elles forment un tout dans lequel la guerre survient sans gommer le reste.

D'un point de vue chronologique, aussi, dès lors qu'elle mêle la guerre au reste, l'échelle locale conduit à insérer ces huit années dans un ensemble plus vaste. Les limites de la guerre se font floues, mais cette dernière gagne de la sorte à trouver une place plus pertinente dans l'histoire récente de la France et de sa position dans le

⁸ Cette caractéristique de l'échelle locale, qui apparaît ici comme une difficulté, en est habituellement célébrée comme un mérite : c'est en raison même de ce décloisonnement, en effet, que l'échelle locale rend « accessible pour un même chercheur l'analyse des multiples dimensions d'une même réalité, rompant de la sorte les frontières qui s'étaient élevées entre histoire sociale, culturelle, économique et politique ». Voir Jean-Paul Zuniga, « L'histoire impériale à l'heure de l'«histoire globale». Une perspective atlantique », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 54-4bis, supplément 2007, p. 55.

monde. Comme la guerre se déroulant en Algérie mit du temps à produire ses effets en métropole, on la voit d'abord faire son lit progressivement, parmi les événements encore chauds dans les esprits et qu'ont été, avant elle, la Résistance, la répression à Madagascar, la guerre en Indochine, l'effervescence nationaliste au Maroc, la Communauté européenne de défense (CED)... À son terme, c'est un pays transformé par la perte de son empire, s'ouvrant aux mutations d'une nouvelle décennie, qui apparaît. Les huit années de guerre forment un chaînon dans le passage d'une France à une autre, celle des lendemains de la Libération, célébrant cet empire à qui elle devait de retrouver sa place dans le concert des nations, malgré l'armistice qui l'avait rangé dans le camp des vaincus, à celle des années 1960 où, pour rester dans le carré de tête des pays dominants le monde, il fallait, une fois lancée la construction européenne, maîtriser l'arme atomique. Entre les deux, la possession coloniale comme critère de puissance est tombée en désuétude. Nationalisme français, position des forces de gauche sur la décolonisation, politiques publiques appliquées aux « Français musulmans d'Algérie »... qui, d'abord, se sont inscrits dans une continuité avec l'avant-1954, allaient en sortir transformés. Ce livre témoigne à maints égards de permanences, pesant malgré le déclenchement de la guerre en Algérie, et de ruptures qu'elle provoque, au fur et à mesure de sa durée.

Les mots en sont emblématiques. À ceux de l'ère impériale succèdent ceux de l'ère des indépendances. « Algériens » émerge et vient concurrencer « Français musulmans » et « Nord-Africains ». Les mots manifestant l'avènement de souverainetés nouvelles et, avec elles, de nationalités inédites, se substituent aux désignations assignant les peuples à des identités indexées, soit sur l'adhésion à une religion source d'altérité mais pas d'une communauté nationale, soit sur la provenance d'un ensemble géographique niant les frontières potentielles d'États distincts. Reflétant cette évolution, au-delà des multiples nuances et de cas singuliers qui rendent discutable l'assimilation spontanée des deux camps en guerre à deux nations – où classer les « Français » solidaires de la cause indépendantiste se voulant « Algériens » et les « Français musulmans » rejetant la nationalité du pays né de l'indépendance en 1962 ? –, la distinction nationale a pris son sens au cours de la guerre pour valider la dénomination des populations considérées comme étant les Français et les Algériens. Était-ce nécessaire cependant de chercher à harmoniser l'écriture de ce livre collectif ? Les auteurs ont retenu des solutions variées pour désigner les acteurs historiques, de la reproduction du vocabulaire de l'époque à son rejet pur et simple, en passant par une mise à distance que signalent des guillemets.

En fait, la qualification de la guerre elle-même pose aussi problème dès lors qu'elle est appréhendée dans sa seule dimension métropolitaine. Ainsi, il est évident que les nationalistes algériens ne mènent pas de « révolution » sur le sol métropolitain. L'Hexagone lui-même n'étant pas l'objet d'une bataille de souveraineté, n'étant pas l'espace sur lequel la tutelle est disputée, il est tout aussi impossible de parler d'une lutte de « libération » s'y déroulant. Le raisonnement, logiquement, s'applique à l'autre camp : ce n'est pas une campagne militaire pour regagner un territoire perdu ou en voie de l'être que les pouvoirs publics français y

mettent en œuvre. « Guerre d'Algérie », dès lors, semble aussi inapproprié. À l'origine très politique, cette expression a été promue par les opposants à la guerre pour mieux la dénoncer dans toutes ses violences et faire reconnaître aux pouvoirs publics la nature des événements en cours de l'autre côté de la Méditerranée. Ils ramaient alors contre vents et marées : « Dites : "les opérations d'Algérie" » ordonne le président du tribunal militaire de Paris à un témoin appelé en faveur des accusés du procès Jeanson, qui s'obstine à dire « guerre d'Algérie⁹ ». Mais déjà, l'expression situait la guerre en Algérie, la métropole étant présentée, en contrepoint, comme un espace qu'il fallait protéger de ce qui se déroulait là-bas. Le vocabulaire de la dénonciation de la guerre en France, s'appuyant sur la métaphore d'une pathologie née en Algérie et menaçant l'Hexagone de contagion, en est parfaitement révélateur : il ne fallait pas que « la gangrène¹⁰ » l'atteigne, il ne fallait pas que le « cancer » de la torture vienne ronger toute la démocratie¹¹, il fallait en éviter l'« algérianisation¹² ». Depuis, les récits militaires, et plus particulièrement l'historiographie exploitant les sources de l'armée, se sont emparés de cette « guerre d'Algérie », contribuant à la connoter d'un sens la déviant de son usage premier : c'est l'image d'une guerre en Algérie, menée par les paras quadrillant Alger ou par les soldats crapahutant dans le *bled* qu'elle fait naître à l'esprit. Parce qu'elle envisage la métropole comme le simple lieu d'importation d'une guerre se passant ailleurs et parce qu'elle appelle une version militaire de cette histoire, donc, « guerre d'Algérie » ne pouvait convenir à ce livre : il prend à bras le corps, en effet, la question de la guerre en France et celle de l'articulation entre les deux territoires, Algérie et métropole, sur un autre mode que celui d'un front, siège des combats et source de tous les maux, et d'un arrière, d'où l'affrontement entre les deux parties belligérantes est absent.

La thématique de l'importation, pourtant, irrigue jusqu'aux travaux historiques les plus récents, lorsqu'ils prennent la guerre en métropole pour objet ; répression conduite par la police française et nationalisme algérien étant autant concernés l'un que l'autre¹³. Mais dans quelle mesure une telle interprétation ne naît-elle pas d'une méconnaissance de ce que la guerre elle-même a pu être en France, indépendamment de ce qu'elle était en Algérie ? Ce livre le montre : la guerre est là, présente. Et c'est bien parce que la France est en guerre que ses habitants peuvent

⁹ *Le procès du réseau Jeanson*, présenté par Marcel Péju, Paris, Maspero, 1961, rééd. La Découverte/Syros, coll. « Textes à l'appui. Histoire contemporaine », 2002, p. 147.

¹⁰ Ainsi lors de sa première prise de parole publique en tant que membre démissionnaire de la commission de sauvegarde des droits et libertés individuels, Robert Delavignette déclarait, le 9 décembre 1957, à une réunion du SGEN : « Nous assistons en Algérie à une décomposition de l'Etat et cette gangrène menace la métropole elle-même... ». Voir *L'Express* du 12 décembre 1957. *La Gangrène* fut aussi le titre donné à un recueil de plaintes dénonçant la pratique de la torture par la DST, publié par les éditions de Minuit en 1959.

¹¹ *La torture dans la République* parut d'abord en anglais sous le titre : *Torture : Cancer of Democracy*, Harmondsworth, Penguin Books, 1963.

¹² Le terme est notamment utilisé, d'après *Le Monde*, par Pierre Mendès France lors d'une conférence de presse, le 25 septembre 1961 (*Le Monde* du 27/9/1961).

¹³ Sur l'importation d'un système de répression mis au point en Algérie : Linda Amiri, *La bataille de France. La guerre d'Algérie en métropole*, Paris, Robert Laffont, 2004, ainsi que Jim House et Neil MacMaster, *Paris 1961. Les Algériens, la terreur d'Etat, la mémoire*. Paris, Tallandier, 2008. Sur le « parachutage » de la direction de la Fédération de France du FLN, Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, Paris, Fayard, 2002, p. 533.

être amenés à la vivre et à la connaître, volontairement ou contre leur gré. « France en guerre », donc, mais laquelle ? Celle pour l'Algérie, celle dont l'indépendance de l'Algérie est l'enjeu. La « guerre d'indépendance algérienne » est cette guerre protéiforme qui ne se laisse pas réduire aux opérations militaires, cette guerre déployée des deux côtés de la Méditerranée. La métropole apparaît comme un des espaces où la guerre, au sens de l'affrontement entre deux camps sur la question de l'indépendance de l'Algérie, se déploya et exista. Les pages qui vont suivre ont pour objet de mieux cerner, dès lors, ce qu'elle fut, et présentent autant de façons de l'avoir vécue et connue.

Les trois premières parties de ce livre donnent à voir les expériences des habitants de métropole. Apparaît ainsi une gradation allant de la majorité, pour qui l'Algérie pouvait n'être qu'une réalité lointaine, aux minorités engagées, conscientes des événements, de leur enjeu, et souhaitant peser sur leur évolution, en passant par des milieux qui, sans forcément se prononcer sur le sort de l'Algérie, furent sensibles à l'événement qui les touchait et réagirent. Français et Algériens sont ici mêlés, même si leur rapport à cette terre dont le sort était en cause a créé une véritable différence dans la façon dont ils ont pu appréhender la guerre : pour les uns, sans lien politique ou familial avec l'Algérie, la relation à la guerre a pu se décliner de l'ignorance indifférente à l'engagement, parfois jusqu'à la clandestinité ; pour les autres, la guerre est devenue un élément de leur vie, condamnée à éprouver l'exceptionnalité de la situation dans l'ensemble de leurs activités. Dans les deux cas, toutefois, le déplacement du curseur sur l'échelle de l'implication dans les événements, allant d'une masse qui n'en est pas actrice, à des individus, marginaux en nombre, qui le sont jusqu'à prendre des risques, a semblé pertinente. Dépassant l'interprétation de la métropole comme ayant été le siège d'une intense « bataille de l'écrit¹⁴ », la guerre est comprise comme ce qu'elle était dans la société métropolitaine : un sujet de peine, un motif d'inquiétude, une motivation pour l'action, une raison de s'engager ou encore, parfois, peut-être, rien ou presque.

Les deux autres parties du livre se placent du point de vue des politiques publiques déployées envers ceux que leur lien avec l'Algérie – ou leur engagement – transformait en enjeu – ou en cible – dans le contexte de la guerre : migrants algériens, rapatriés, membres des partis nationalistes ou de l'OAS. De façon pernicieuse, car il supposait, comme en Algérie, le contrôle des populations qui en étaient l'enjeu, l'état de guerre s'infiltra jusque dans les politiques de la ville, de l'insertion sociale, des modes de logement, dotés d'enjeux nouveaux. Plus brutalement, dans la mesure où il était synonyme d'affrontement, il se manifesta comme une vaste opération de répression dont l'armée était tenue à l'écart. Combinant police, justice et toute administration en charge de la surveillance et de la coercition, cette répression visa les nationalistes algériens avant de prendre les

¹⁴ Telle que la présenta Michel Crouzet dans « La bataille des intellectuels français », in *La Nef*, cahier n°12-13, octobre 1962-janvier 1963, pp. 47-67.

activistes de l'Algérie française pour cible. Qu'aux seconds soient appliquées les mêmes mesures qu'aux premiers interroge : qu'emprunte cette guerre au registre de la répression politique ? Qu'emprunte-t-elle au registre colonial ? Il n'est pas sûr que les deux options forment une alternative à trancher : la guerre en France prit bien la forme d'une répression de tous ceux qui mettaient la République et son ordre en danger, plaçant de ce point de vue FLN et OAS sur le même plan. Cependant toutes les subversions ne se valent pas.

Elles ne se valent pas, d'abord, en raison du combat qu'elles portent et du danger qu'elles représentent en conséquence. Pour l'État, la menace n'est pas la même. C'est une redéfinition de la France elle-même, une France privée d'empire, que les acteurs de l'indépendance algérienne, portés par le mouvement international de décolonisation, lui imposent. C'est à une mutation profonde qu'ils l'invitent. Ils viennent la remettre en cause, forts du sentiment d'être dans le sens de l'histoire. La réduction progressive de la cause de l'Algérie française en peau de chagrin, en revanche, finit par la cantonner à l'extrême droite, minoritaire dans le pays. Le resserrement des attentats sur la seule personne du chef de l'État témoigne de l'incapacité à mobiliser en faveur d'un combat dépassé que ces huit années de guerre ont relégué au rang des combats d'arrière-garde.

Elles ne se valent pas, par conséquent, aussi, en raison de leur ampleur, le nombre des partisans de l'indépendance de l'Algérie à réprimer étant bien plus important que celui des irréductibles de l'Algérie française. Elles ne se valent pas, en outre, par le traitement différencié réservé à leurs promoteurs, par-delà l'application de mesures similaires. La répression visant les sujets coloniaux a été plus vaste et plus brutale que celle touchant les Français farouchement opposés, jusqu'à en venir au terrorisme, à l'indépendance de l'Algérie. Cependant, il faut dépasser ce constat d'une différence de traitement, si éclatante soit-elle, pour en proposer un sens. Si la guerre menée par la France est bien « coloniale », c'est d'abord en raison du statut des forces en présence, clivées par un rapport spécifique de domination : elle oppose essentiellement une puissance coloniale luttant contre l'élévation à la souveraineté collective, dans un cadre national, de ses sujets ; et ce, tant en France qu'en Algérie.

